

Mesurer l'économie non observée

Par Derek Blades et David Roberts

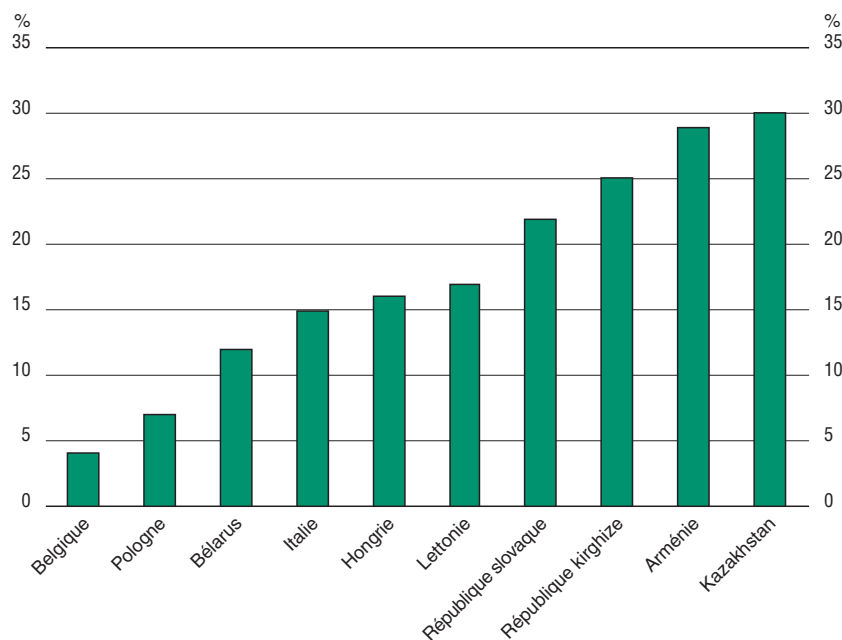
À proprement parler, le produit intérieur brut (PIB) n'est qu'une mesure de l'activité économique, mais en pratique, il est souvent utilisé pour comparer les situations relatives de différents pays en termes de prospérité, ainsi que leurs résultats économiques globaux. Pour mesurer ces derniers, on examine en règle générale les taux de croissance du PIB, tandis que pour comparer les niveaux de prospérité relatifs de différentes économies, on recourt au PIB par habitant. La valeur absolue du PIB est également employée pour élaborer des indicateurs utiles aux pouvoirs publics, tels que le rapport entre déficit public et PIB, le ratio entre dépenses de R-D et PIB, ou encore le rapport entre émissions de dioxyde de carbone et PIB.

Il est par conséquent essentiel que les statisticiens mesurent correctement le niveau absolu du PIB ainsi que son taux de croissance, en évaluant toutes les activités économiques qui doivent être intégrées dans cet agrégat en vertu des normes définies par le Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993¹. Les défis qui en résultent pour les statisticiens se sont étendus ces dernières années en raison des difficultés que soulève l'évaluation de nouvelles activités, en particulier dans le secteur des services, celle de ce qu'il est convenu d'appeler la production du « secteur informel » ou la « production souterraine ». Le

Dans ce numéro

- 2 Où réside le problème ?
- 4 Qu'est-ce que l'économie non observée ?
- 4 Élaborer une stratégie pour mesurer l'économie non observée
- 6 Qu'en est-il des méthodes de macro-modélisation ?
- 7 Aller de l'avant
- 7 Glossaire
- 8 Pour en savoir plus

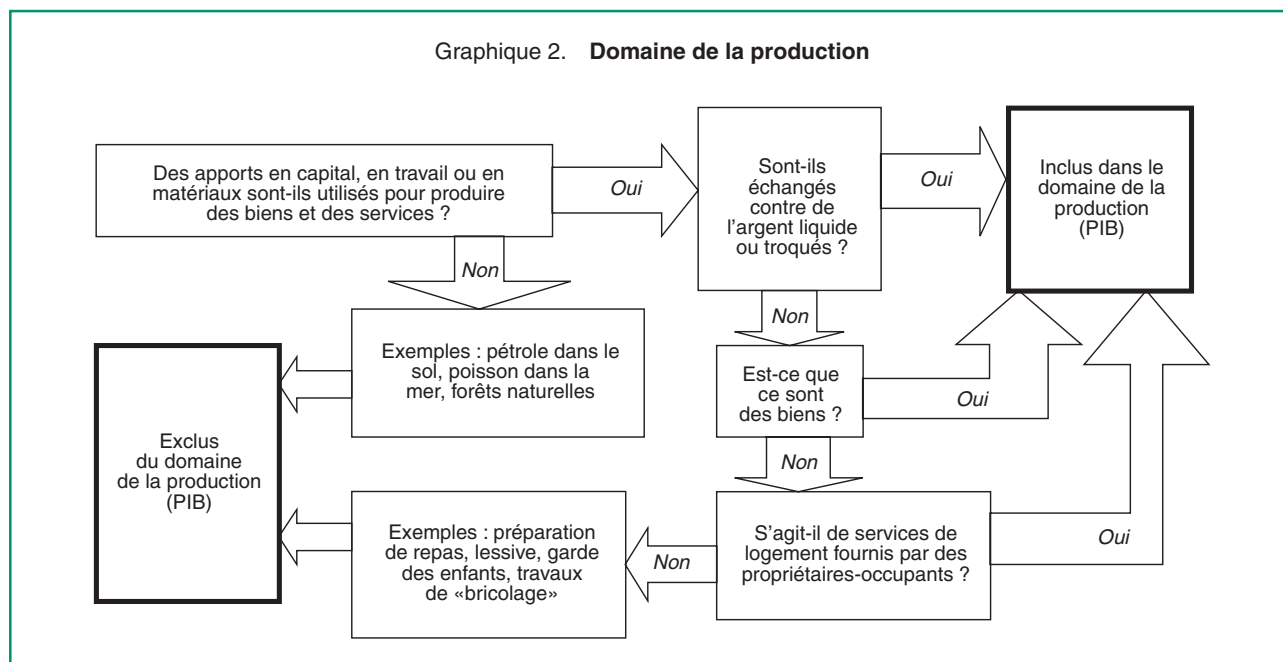
Graphique 1. Activités non observées incluses dans le PIB pour une sélection de pays
En pourcentage du PIB à prix courants ; années autour de 1998



Source : *Inventory of National Practices in Estimating Hidden and Informal Activities for National Accounts*, Nations Unies, Genève, 2002.

1. Commission des Communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies et Banque mondiale, *Système de comptabilité nationale, 1993*, ISBN 92-1-261143-5, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington D.C., 1993.

Graphique 2. **Domaine de la production**



graphique 1 montre la proportion du PIB que représente l'économie non observée dans un certain nombre de pays.

Pour contribuer à surmonter ces difficultés, l'OCDE a récemment publié un manuel intitulé *Measuring the Non-Observed Economy: A Handbook*². S'appuyant sur l'expérience de statisticiens travaillant pour des pays Membres et non-membres de l'OCDE ainsi que pour des organisations internationales, cet ouvrage vise à définir les meilleures méthodes à employer pour que les statistiques macroéconomiques (en particulier les comptes nationaux) rendent compte de manière aussi exhaustive que possible de l'activité économique.

Où réside le problème ?

Le SCN de 1993 repose sur une conception très large de l'activité économique. Ainsi, le domaine de la production défini par le SCN (voir graphique 2), qui est utilisé pour déterminer le contenu du PIB, n'établit aucune distinction entre les activités légales et illégales tant qu'elles sont volontairement exercées par les vendeurs et les acheteurs concernés. Le SCN impose également aux comptes nationaux de prendre en considération des transactions purement théoriques. Ils doivent considérer, par exemple, que les propriétaires de leur logement louent ce dernier, en tant que propriétaires, à eux-mêmes,

2. Cet ouvrage, à paraître en français sous le titre *Manuel sur la mesure de l'économie non observée*, est une publication commune de l'OCDE, du Fonds monétaire international (FMI), de l'Organisation internationale du travail (OIT) et du Comité de statistique de la Communauté des États indépendants (CEI). L'équipe internationale d'experts chargée de l'élaboration de ce manuel était dirigée par Michael Colledge, administrateur principal à la Direction des statistiques de l'OCDE.

en tant que locataires, ou encore que les agriculteurs qui consomment une partie de leurs récoltes la vendent, en tant que producteurs, à eux-mêmes, en tant que consommateurs. Surtout, le domaine de la production prévu par le SCN inclut des activités économiques qui ne sont pas déclarées à l'administration fiscale ni aux offices statistiques, soit par ignorance ou volonté délibérée de la part des producteurs, soit par incompétence ou choix délibéré de la part des autorités.

À l'évidence, le caractère extrêmement vaste du domaine de la production défini par le SCN pose un problème de taille aux statisticiens chargés d'établir les comptes nationaux. Ces dix dernières années, trois phénomènes ont mis en relief les efforts déployés par les comptes nationaux pour satisfaire aux exigences du SCN.

- D'abord, l'utilisation croissante des statistiques des comptes nationaux pour le recouvrement de contributions et la distribution de subventions dans l'Union européenne (UE) a contraint tous les États membres à adopter des normes communes rigoureuses afin de garantir « l'exhaustivité » de leurs estimations de PIB. L'adoption de ces normes s'est traduite par des augmentations du PIB dans la quasi-totalité des États membres de l'UE.
- Ensuite, l'effondrement du système de planification centralisée dans l'ancien bloc soviétique et son remplacement, sans restrictions et parfois de manière chaotique, par des mécanismes de marché, a porté un sérieux coup au système de notification statistique méthodique et complet qui constituait une des caractéristiques essentielles de la planification centralisée. Les statisticiens de ces pays ont dû modifier

Mesurer les activités illégales

Le SCN de 1993 recommande l'inclusion des activités productives illégales dans le PIB, car les revenus qui en résultent peuvent être consacrés à l'achat de biens et de services légaux. Afin de préserver l'identité comptable entre le PIB en tant que somme des valeurs ajoutées et le PIB en tant que total des dépenses finales, les activités tant légales qu'illégales doivent être intégrées dans son calcul. La prise en compte des activités illégales est également nécessaire pour pouvoir comparer les situations de différents pays, ou celles d'un même pays à des moments distincts. Les législations diffèrent en effet d'un État à l'autre, et les frontières entre activités légales et illégales se déplacent au fil du temps. Il convient de noter que les activités illégales ne revêtent pas toutes un caractère productif : ce qualificatif ne s'applique qu'à celles qui se traduisent par des échanges de biens et de services entre des vendeurs et des acheteurs consentants. En ce sens, l'extorsion de fonds contre protection et la plupart des formes d'escroquerie ne sont pas des activités productives ; elles se traduisent par des transferts forcés mais ne font pas augmenter le PIB. Le vol n'est pas productif en soi, mais la revente par un receleur de biens volés est normalement prise en compte comme une activité productive. La production brute est alors assimilée à la marge bénéficiaire du receleur, c'est-à-dire à la différence entre le prix auquel il acquiert les biens volés et celui auquel il les revend.

Pour l'heure, seuls quelques pays de l'OCDE incluent des estimations explicites des activités illégales dans leurs statistiques de PIB, même si la plupart d'entre eux procèdent à des estimations expérimentales depuis un ou deux ans. En revanche, plusieurs pays en transition réalisent maintenant des estimations régulières d'activités illégales. En général, leur inclusion dans le PIB induit une augmentation de moins de 1 % de sa valeur. L'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat) demande avec insistance que soit rigoureusement appliquée la version européenne du SCN de 1993, ce qui signifie qu'à terme,

tous les États membres de l'UE incluront les activités illégales dans leur PIB.

Dans la majorité des pays de l'OCDE, la production et le trafic de stupéfiants ainsi que la prostitution sont les activités illégales les plus importantes. Dans les pays en transition et en développement, la production et le commerce de marchandises de contrefaçon, comme des produits audiovisuels, des articles de mode ou des montres, jouent également un rôle significatif. Par ailleurs, la revente de véhicules volés est intégrée dans les comptes nationaux de certains pays d'Europe centrale et orientale.

En ce qui concerne la production et le trafic de stupéfiants, la méthode généralement utilisée consiste à commencer par estimer la consommation annuelle de chaque type de drogue, soit en exploitant des informations relatives aux quantités saisies par les autorités (multipliées par un taux de saisies estimé), soit en se fondant sur des estimations du nombre d'utilisateurs de stupéfiants et de la consommation moyenne par personne. Les informations relatives aux prix pratiqués aux différents niveaux de la chaîne de production et de distribution sont recueillies auprès de la police ou d'associations bénévoles travaillant avec les usagers de drogues.

S'agissant de la prostitution, la méthode la plus courante consiste à estimer le nombre total de personnes prostituées, classées par sexe et par type de service fourni. Une estimation du nombre de clients de chaque personne prostituée permet ensuite de calculer le volume de production pour chaque type de service, et sa multiplication par le prix moyen payé permet d'obtenir une estimation de la production brute. On postule généralement que la consommation intermédiaire – loyer, vêtements affriolants, électricité, etc. – correspond à un faible pourcentage fixe de la production brute. Le tableau ci-dessous regroupe certaines estimations récentes de la valeur ajoutée d'origine illégale, exprimée en pourcentage du PIB d'un certain nombre de pays.

Valeur ajoutée d'origine illégale dans certains pays
en pourcentage du PIB

Pays	Année	Activités concernées	%
Estonie	1998	Stupéfiants, prostitution et marchandises de contrefaçon audiovisuelles	0.8
Lettonie	1998	Stupéfiants et prostitution	0.97
Lituanie	1998	Stupéfiants, prostitution et revente de biens volés (voitures)	0.5
Pologne	1998	Stupéfiants	0.13
		Prostitution	0.20
		Contrebande et revente de biens volés	0.21
République slovaque	1998	Stupéfiants, prostitution, contrebande et revente de biens volés	0.59
Royaume-Uni	1996	Stupéfiants	0.5-1.1
		Prostitution	0.2
		Jeux d'argent et revente de biens volés	0.2

Source : *Inventory of National Practices in Estimating Hidden and Informal Activities for National Accounts*, Nations Unies, Genève, 2002

radicalement leurs méthodes pour garantir la crédibilité de leur travail, afin que leurs comptes nationaux soient considérés comme des mesures fiables de l'activité économique globale.

- Enfin, le rôle croissant joué par de nouveaux « acteurs mondiaux », tels que la Chine, l'Inde ou le Brésil, souligne la nécessité de disposer de meilleures statistiques pour évaluer leur poids économique à l'échelle de la planète. Ces pays éprouvent de grandes difficultés à mesurer avec exactitude leur PIB, à la fois du fait des mutations structurelles radicales que connaît actuellement leur économie, et en raison du développement d'activités informelles et souterraines dans des zones urbaines en expansion rapide.

Qu'est-ce que l'économie non observée ?

Le terme « économie non observée » (ENO) fait référence aux activités économiques qui devraient être intégrées dans le PIB mais qui, pour une raison ou pour une autre, ne sont pas couvertes par les enquêtes statistiques ou fichiers administratifs à partir desquels sont établis les comptes nationaux. Quelles sont les raisons de ces omissions ?

La première, naturellement, réside dans le caractère clandestin que peuvent prendre ces activités, par volonté de se soustraire au paiement d'impôts ou de charges sociales, ou d'éviter des coûts résultant de lois sur la sécurité des conditions de travail ou sur la protection des droits des consommateurs. C'est généralement ce qu'ont en tête la plupart des personnes qui évoquent l'économie « souterraine » ou « cachée ». Parfois, ces transactions ne sont que partiellement dissimulées et les agents économiques peuvent les porter à la connaissance de l'administration fiscale ou de l'Office statistique du pays concerné en en minorant la véritable valeur, de façon plus à réduire leur imposition qu'à s'y soustraire totalement. Dans d'autres cas, il n'existe aucune trace de la transaction, qui donne alors généralement lieu à un règlement en espèces.

La plupart des transactions clandestines correspondent à la production ou à l'échange de biens et de services qui sont parfaitement légaux en soi, mais à l'évidence, les transactions portant sur des biens ou services contraires à la loi – les stupéfiants et la prostitution, par exemple – se déroulent également en secret. Outre les activités souterraines « légales », certaines formes d'activités illégales constituent donc la deuxième composante de l'ENO (voir l'encadré sur la mesure des activités illégales).

Une troisième composante réside dans la production de biens³ pour compte propre. Ces activités sont généralement parfaitement légales et les producteurs n'ont

aucune raison de les dissimuler. Elles peuvent toutefois être omises dans les comptes nationaux simplement faute de transaction observable entre un vendeur et un acheteur, puisqu'il s'agit d'une seule et même personne. Dans les pays de l'OCDE, la construction et l'entretien de logements représentent sans doute la forme la plus importante de production pour compte propre. Dans les pays en transition et en développement, les cultures vivrières constituent également une activité non négligeable. Après l'effondrement du communisme au début des années 90, la production agricole à petite échelle est devenue une stratégie de survie essentielle dans la plupart des pays en transition et elle a pu représenter jusqu'à la moitié de la production agricole totale dans certains pays.

La quatrième composante de l'ENO est parfois qualifiée de « production souterraine pour raisons statistiques ». Les enquêtes statistiques et les fichiers administratifs qui fournissent les données de base nécessaires à l'établissement des comptes nationaux sont incomplets. Ces omissions sont parfois délibérées : pour de simples raisons matérielles, il peut s'avérer difficile de prendre en compte tous les producteurs dans une étude, si bien qu'un seuil est défini pour exclure les entreprises les plus petites. Dans d'autres cas, le problème est lié aux carences des méthodes statistiques employées : le registre d'entreprise utilisé pour l'enquête est trop ancien ou incomplet ; les questionnaires ne sont pas renvoyés ou ne sont que partiellement remplis ; des activités informelles telles que la vente ambulante peuvent ne figurer dans aucune enquête ; des méthodes inadéquates sont employées pour corriger l'absence de réponses.

Élaborer une stratégie pour mesurer l'économie non observée

Le *Manuel* expose diverses techniques permettant de corriger le PIB pour mieux prendre en compte l'économie non observée. Aussi utiles soient-elles, ces techniques ne sont toutefois que des solutions à court terme, alors que le *Manuel* s'inscrit essentiellement dans une perspective à long terme. Il présente une stratégie de mesure de l'ENO en cinq étapes, dont la finalité est d'améliorer les sources de données de base afin que les enquêtes et les fichiers administratifs couvrent tout l'éventail des activités économiques comprises dans le domaine de la production, tel qu'il est défini par le SCN. En résumé, ces cinq étapes consistent :

3. Le SCN de 1993 indique que le domaine de la production comprend la production de tous les biens, qu'ils soient ou non échangés. Les services, en revanche, doivent faire l'objet d'un échange pour être inclus dans le domaine de la production (exception faite des services des logements occupés par leurs propriétaires).

« Non observé » ne signifie pas « non mesuré »

Il est important de souligner que si de nombreuses activités sont non observées au sens où elles sont sous-déclarées ou absentes des sources de données usuelles, cela n'implique pas nécessairement qu'elles ne sont pas incluses dans le PIB. Les agents des Offices statistiques vivent dans le même monde que tout un chacun et, en tant que particuliers, ils peuvent exercer des activités entrant dans le cadre de l'ENO au même titre que n'importe qui. Au fil des ans, ils ont mis au point toute une gamme de techniques destinées à mesurer les activités informelles, souterraines et illégales qui composent l'ENO. On peut notamment citer :

La *méthode des flux de marchandises*, qui consiste à estimer la production brute et la valeur ajoutée en appliquant des taux de marge aux « flux de marchandises » qui alimentent le processus de production. Ainsi, au lieu de s'appuyer sur les bénéfices déclarés par les petites entreprises de bâtiment et de travaux publics (BTP), on calcule leur production brute à partir de données sur les ventes de matériaux de construction et d'estimations des apports de travail et des marges bénéficiaires ;

Les *enquêtes sur les dépenses des ménages*, dans le cadre desquelles les personnes interrogées sont invitées à désigner le lieu – exploitation d'agriculteur pratiquant la vente à la ferme, éventaire placé en bordure de route, marché urbain, etc. – où est intervenue chaque dépense signalée. Certaines enquêtes auprès des ménages invitent également les personnes interrogées à servir d'informateurs, en leur demandant dans quelle mesure les habitants de leur quartier – eux-mêmes exceptés – prennent part à des activités cachées ou souterraines ;

Les *contrôles fiscaux*, qui consistent à procéder par sondage à l'examen approfondi de déclarations d'impôts,

peuvent fournir des coefficients d'ajustement permettant de corriger la sous-déclaration de certains revenus ;

La *méthode de la main d'œuvre utilisée*, appliquée selon des modalités diverses, qui consiste dans un premier temps à déterminer le nombre total de personnes constituant la main d'œuvre, par sexe, par âge et par secteur d'activité, en utilisant des informations provenant de la sécurité sociale et de l'administration fiscale, d'enquêtes sur la population active réalisées auprès des ménages, de recensements de la population, ainsi que d'enquêtes effectuées auprès des entreprises. La main d'œuvre en excédent qui n'apparaît pas dans les enquêtes normales est présumée obtenir une rémunération du même ordre que celle des personnes employées dans des secteurs analogues de l'économie observée.

Le graphique 1 indique quelle proportion du PIB est *non observée* dans un certain nombre de pays de l'OCDE et de pays en transition. En Hongrie, par exemple, les activités informelles, souterraines et autres activités non observées représentent environ 16 % du PIB officiel. Ce pourcentage correspond à la fraction de la valeur ajoutée totale qui n'était pas couverte par les sources statistiques de base et qui a dû être estimée à l'aide du type de techniques décrites ci-dessus.

Le fait que des proportions aussi importantes du PIB total doivent être estimées en ayant recours à des pis-aller – la meilleure méthode étant de les observer – conduit naturellement à s'interroger sur l'exactitude globale des statistiques de PIB, mais les statisticiens concernés ne peuvent être accusés d'ignorer l'économie non observée. Il est possible qu'elle ne soit pas observée, mais ils s'efforcent de la mesurer.

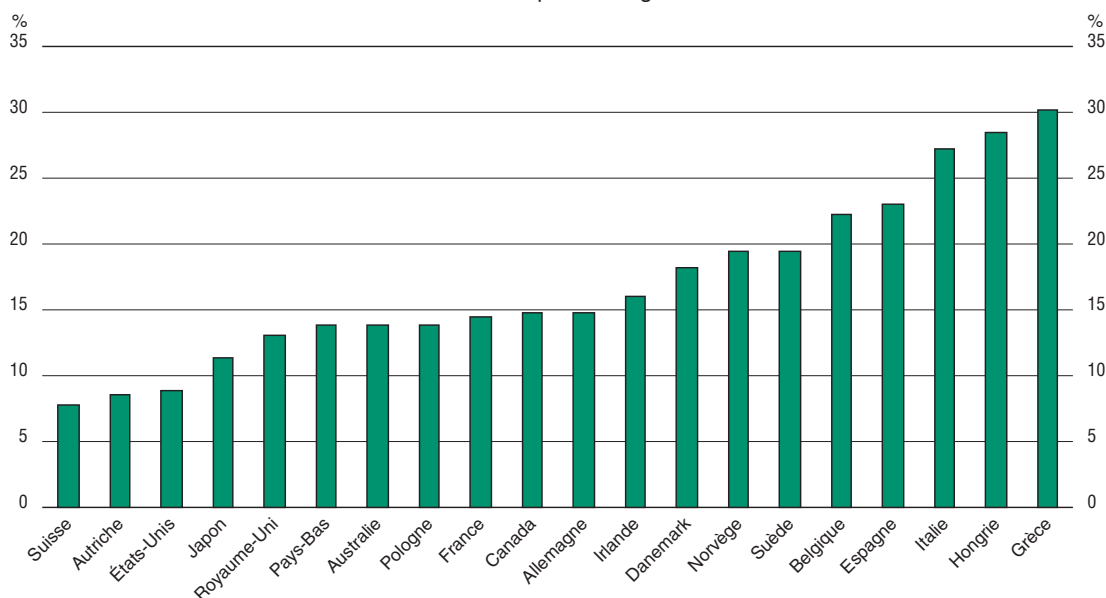
- à identifier un cadre conceptuel et une grille d'analyse convenables servant de supports à l'évaluation de l'ENO ;
- à évaluer les données de base fournies aux comptes nationaux et les méthodes d'établissement des comptes utilisées, ainsi que l'ampleur des activités non observées et non mesurées et à définir des priorités afin de les traiter, à la fois dans un futur immédiat et à plus long terme ;
- à identifier les améliorations envisageables pour le processus d'établissement des comptes nationaux, qui limiteront l'impact des activités non mesurées. Ce processus s'appuiera fréquemment sur des estimations grossières afin de déterminer approximativement

l'ordre de grandeur des activités manquantes, mais il sera également possible d'exploiter les résultats d'enquêtes supplémentaires ad hoc ;

- à identifier les améliorations envisageables pour l'infrastructure et le contenu du dispositif de collecte des données de base, qui limiteront l'impact des activités non observées en mettant le dispositif en conformité avec les normes et les pratiques exemplaires internationales ;
- à mettre au point un plan de mise en œuvre prévoyant de consulter les utilisateurs, de classer par ordre de priorité les améliorations possibles, d'assurer une bonne communication entre les enquêteurs et les comptables nationaux, et de traiter les révisions des

Graphique 3. Taille supposée de « l'économie de l'ombre » dans 20 pays de l'OCDE

Activités « omises » en pourcentage du PIB officiel



Source : *Shadow Economies Around the World: Size, Causes and Consequences*, Document de travail du FMI, WP/00/26, Fonds monétaire international, Washington D.C., 2000.

estimations de la comptabilité nationale pouvant résulter des modifications apportées.

Le *Manuel* contient des conseils pratiques pour chacune de ces étapes et souligne que la stratégie mise en œuvre pour améliorer la mesure de l'ENO devra souvent faire partie intégrante d'un programme de réformes plus vaste.

Qu'en est-il des méthodes de macro-modélisation ?

Le terme *méthodes de macro-modélisation* est utilisé dans le *Manuel* pour désigner les méthodes qui produisent une estimation de la totalité de l'ENO, au moyen d'un modèle unique. Ces méthodes sont évoquées dans le *Manuel*, sans être pour autant considérées comme utiles pour obtenir des estimations exhaustives du PIB ou pour évaluer la production souterraine. Elles tendent au contraire à aboutir à des mesures singulièrement élevées, qui – bien qu'elles ne reposent sur aucune base scientifique solide – retiennent considérablement l'attention des milieux politiques et de la presse.

Le graphique 3 a été réalisé à partir d'un récent document de travail du Fonds monétaire international (FMI)⁴, qui passait en revue des estimations de « l'économie de l'ombre » obtenues à l'aide de méthodes de macro-modélisation dans divers pays du monde. Hormis pour

la Pologne et la Hongrie, ces estimations ont été obtenues à l'aide d'un modèle monétaire. Il existe plusieurs versions de ce modèle, mais l'idée fondamentale sur laquelle elles reposent est que les transactions de « l'économie de l'ombre » se règlent exclusivement en espèces, si bien que toute augmentation du ratio entre avoirs liquides et dépôts ne correspondant pas à un changement explicable par des facteurs tels que les taux d'intérêt, l'évolution des habitudes de paiement ou la hausse des niveaux de revenu, est due à la croissance de « l'économie de l'ombre ». Ce modèle ne mesurant que le changement de taille de « l'économie de l'ombre », il faut ensuite formuler des hypothèses quant à la taille de cette économie à un moment donné de la période considérée. On postule généralement qu'elle était de zéro au cours d'une année de référence initiale.

Un autre modèle communément utilisé part du principe que le « vrai » PIB – c'est-à-dire la somme de ses composantes « officielles » et de ses éléments « de l'ombre » – augmente parallèlement à la consommation d'électricité. C'est en appliquant ce modèle qu'ont été obtenus les chiffres qui figurent dans le graphique 3 pour la Pologne et la Hongrie. Cette méthode suppose également de

4. Friedrich Schneider et Dominik Enste, *Shadow Economies Around the World: Size, Causes and Consequences*, Document de travail du FMI, WP/00/26, Fonds monétaire international, Washington D.C. 2000.

formuler une hypothèse concernant la taille de « l'économie de l'ombre » au cours d'une année de référence. Les évaluations fondées sur la consommation d'électricité tendent à produire des estimations encore plus élevées de l'« économie de l'ombre » que celles obtenues à l'aide de modèles monétaires.

Il convient de noter que les estimations de « l'économie de l'ombre » qui figurent dans le graphique 3 s'ajoutent aux activités non observées qui sont déjà incluses dans les estimations de PIB officielles. Si l'on considère, par exemple, le cas de la Hongrie en fixant à 100 son PIB officiel, dont 16 % sont déjà non observés (voir graphique 1), Schneider et Enste affirment qu'il existe une autre quantité égale à 28 que les statisticiens officiels n'ont pas mesurée. Le « vrai » PIB de la Hongrie serait donc de 128, dont une quantité de 16+28 (= 44, soit 35 % de 128) correspondant à des activités « non observées / cachées / de l'ombre / souterraines », etc. Mais en quoi pourraient donc consister ces activités de l'ombre ? Et comment l'administration fiscale et l'office statistique pourraient-ils être négligents au point de n'en rien voir ? Après avoir minutieusement examiné ses sources statistiques, Statistique Canada a estimé qu'en 1992, la limite supérieure de l'économie souterraine était de 2,7 %, alors que Schneider et Enste citent des estimations obtenues à l'aide de méthodes de macro-modélisation qui vont de 10 % à 13,5 % pour la même période.

Glossaire

Secteur informel : Le secteur informel peut être décrit, d'une façon générale, comme un ensemble d'unités produisant des biens ou des services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées. Ces unités ayant généralement un faible niveau d'organisation, opèrent à petite échelle et de manière spécifique, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production. Les relations d'emploi – lorsqu'elles existent – sont surtout fondées sur l'emploi occasionnel, les liens de parenté ou les relations personnelles et sociales plutôt que sur des accords contractuels comportant des garanties en bonne et due forme.

Économie non observée : Les catégories d'activités les plus susceptibles de ne pas être observées sont celles qui sont souterraines, illégales ou informelles ou celles qui sont entreprises par des ménages pour leur propre consommation finale. Des activités peuvent aussi ne pas être observées en raison de lacunes du dispositif de collectes de données statistiques de base.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'économie non observée se concentre fortement dans un petit nombre de secteurs. La production d'électricité, l'industrie lourde, les chemins de fer, les transports aériens, les administrations publiques, la banque et les télécommunications, par exemple, n'offrent guère de place à l'économie « de l'ombre ». Les activités souterraines ne peuvent avoir lieu que dans un nombre relativement limité de secteurs « propices », comme les réparations de logement, le commerce de détail, le transport par taxis, le camionnage, ou les cafés et restaurants. Pour comprendre les implications de cette restriction, examinons le graphique 1, qui montre que l'économie non observée représente environ 16 % du PIB officiel en Hongrie. Cela signifie que dans les secteurs propices, 30 % à 40 % de la valeur ajoutée n'est pas observée à l'heure actuelle. Ce chiffre est déjà très élevé, mais si l'on se base sur l'estimation de Schneider et Enste selon laquelle l'économie fantôme équivaut à 28 % supplémentaires du PIB officiel, le poids de l'économie non observée dans les secteurs propices atteint le niveau incroyable de 70 %, voire davantage.

Aller de l'avant

Mesurer l'économie non observée est une tâche difficile et délicate, pour laquelle il ne suffira pas de rectifier les comptes nationaux en employant des moyens de fortune. Elle impliquera dans bien des cas une réforme de fond des procédures de collecte, de traitement et de mise en forme des statistiques économiques de base sur lesquelles reposent ces comptes. La publication de ce *Manuel* constitue une première étape, et certains pays ont déjà demandé à l'OCDE de les aider à passer à la suivante : sa mise en pratique.

Le principal objectif du *Manuel* sur l'ENO est d'aider les offices statistiques nationaux à améliorer leur couverture de l'économie non observée, mais nous espérons qu'il permettra également de remettre en perspective les informations alarmistes diffusées par les médias sur la taille et la croissance stupéfiantes d'une économie souterraine menaçante, mais non définie, qui échapperait à l'attention de statisticiens officiels quasiment aveugles. La presse et le grand public ne sont pas les seuls à être induits en erreur. Des responsables politiques prennent parfois des mesures inadéquates pour traiter le problème de « l'économie souterraine », croyant à tort qu'elle représente une source lucrative de recettes fiscales supplémentaires. La vérité, c'est que les comptes nationaux ne sont pas obtenus en ajoutant simplement des transactions aisément observables et ouvertement déclarées. De sérieux efforts sont accomplis dans tous les pays pour que l'économie non observée soit également couverte par la comptabilité nationale.

Pour en savoir plus

- Organisation de coopération et de développement économiques, Organisation internationale du travail, Fonds monétaire international, Comité de statistique de la Communauté des États indépendants, « **Measuring the Non-Observed Economy - A Handbook** » (à paraître en français sous le titre « Manuel sur la mesure de l'économie non observée »), Paris, 2002. Vous pouvez vous procurer ce manuel sous forme électronique (fichier PDF) ou imprimée dans la librairie en ligne de l'OCDE, sur le site web www.oecd.org.
- Bloem, A., et M. L. Shrestha, « Comprehensive Measures of GDP and the Unrecorded Economy », Document de travail du FMI, WP/00/204, Fonds monétaire international, Washington D.C., 2000.
- Calzaroni M., et S. Ronconi, « Issues and activities to ensure the coverage of the non-observed economy in national accounts: implications for national statistical offices », Conférence des statisticiens européens, 47e session plénière, Neuchâtel, juin 1999, Commission économique pour l'Europe, disponible à l'adresse suivante : www.unece.org/stats/documents/1999.06.ces.htm.
- Friedrich Schneider et Dominik Enste, « Shadow Economies Around the World: Size, Causes and Consequences », Document de travail du FMI, WP/00/26, Fonds monétaire international, Washington D.C. 2000.
- Gylliane Gervais, « La dimension de l'économie souterraine au Canada », Études de comptabilité nationale, ISSN 1192-0106, Statistique Canada, Ottawa, 1994.
- Masakova, I., « Estimation of the Non-Observed Economy: the Statistical Practices in Russia », Proceedings of the International Conference on Establishment Surveys, Buffalo, Statistique Canada, Ottawa, 2000.

Précédents numéros des Cahiers statistiques

www.oecd.org/statistics

n°1, novembre 2001 – Commerce de marchandises et de services : tendances statistiques et problèmes de mesure

n°2, février 2002 – La création de la zone euro : ses conséquences pour les statistiques économiques

n°3, mars 2002 – Parités de pouvoir d'achat : mesure et utilisations

n°4, juin 2002 – Mesurer les connaissances et les compétences des élèves : enseignements tirés du PISA 2000

Les Cahiers statistiques sont publiés par la Direction des statistiques de l'OCDE

Rédacteur en Chef : Enrico Giovannini

Rédacteur : Andreas Lindner

Equipe rédactionnelle : Benoit Arnaud, Eileen Capponi, Lydia Deloumeaux, Brian Finn, Joscelyn Magdeleine

Pour obtenir de plus amples informations veuillez contacter :

Le Rédacteur

CAHIERS STATISTIQUES

Direction des statistiques

OCDE

2, rue André-Pascal

75775 Paris France

email STD.STATBRIEF@oecd.org

Voulez-vous vous abonner à Cahiers statistiques ?

Inscrivez-vous dès maintenant sur le site www.oecd.org/oecddirect et sélectionnez *Cahiers statistiques*. Vous pouvez également envoyer au Rédacteur une demande à cet effet, par courrier électronique ou postal.

OCDE dans le monde

OCDE EN AMERIQUE DU NORD

Centre OCDE de Washington
2001 L Street N.W., Suite 650
Washington, DC 20036-4922, USA

N°: gratuit : +1 (800) 456-6323

Fax : +1 (202) 785-0350

Information générales :

+1 (202) 785-6323

E-mail: washington.contact@oecd.org

Internet: www.oecdwash.org

OCDE AU JAPON

Centre OCDE de Tokyo
3rd Floor, Nippon Press Center Building
2-2-1 Uchisaiwaicho

Chiyoda-ku,

Tokyo 100-0011

Tél : +81 (3) 5532 0021

Fax : +81 (3) 5532 0035

E-mail : center@oecdtokyo.org

Internet : www.oecdtokyo.org

OCDE EN ALLEMAGNE

Centre OCDE de Berlin
Albrechtstrasse 9, 3. OG
10117 Berlin-Mitte

Tél : +49 30 288 8353

Fax: +49 30 288 83545

E-mail : berlin.contact@oecd.org

Internet : www.oecd.org/deutschland

Centre OCDE de Bonn

August Bebel Allee 6

53175 Bonn

Tél : +49 228 959 12 15

Fax : +49 228 959 12 18

E-mail : bonn.contact@oecd.org

Internet : www.oecd.org/deutschland

OCDE AU MEXIQUE

Centre OCDE de Mexico
Av. Presidente Mazaryk 526

Colonia: Polanco

C.P. 11560

Mexico D.F., Mexico

Tél. : +52 55 52 81 38 10

Fax : +52 55 52 80 04 80

E-mail : mexico.contact@oecd.org

Internet : rtn.net.mx/ocde/

OCDE PARIS

Centre OCDE de Paris

2, rue André-Pascal

75775 Paris Cedex 16, France

Tél : +33 1 45 24 81 67

Fax : +33 1 45 24 19 50

E-mail : sales@oecd.org

Internet : www.oecd.org/bookshop